

MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES

Le nouveau plan Temmar

Une correspondance envoyée par le ministère de l'Industrie et la Promotion des investissements (MIPI), dont les SGP ont été destinataires le 26 février dernier, portant la mention «urgent» et dont nous détenons une copie, donne instruction aux EPE de procéder à l'élaboration de leurs plans de redressement interne (PRI) et les envoyer avant le 30 avril.

«Cette échéance a été largement dépassée puisqu'aucune EPE n'a encore finalisé son PRI», nous a indiqué une source proche de la Centrale syndicale, en ajoutant que «l'assainissement financier qui concerne une première tranche de 206 entreprises publiques économiques (EPE) risque de prendre plusieurs mois sans compter que la période estivale sera suivie par le mois de Ramadan, ce qui va encore retarder l'opération».

A en croire le cadre syndical qui explique qu'il a fallu quatre années d'après négociations pour arriver à ce résultat, cette démarche, qui démontre clairement l'échec du gouvernement quant à la politique de privatisation mais également à avoir une vision économique claire, risque de durer dans le temps, au vu du contexte dans lequel évolue la situation économique caracté-

sée par l'inertie et le marasme en dépit d'une assise financière confortable dont jouit le pays. Ce qui revient à dire que l'Etat va encore puiser dans le Trésor public pour effectuer ce nouveau programme de restructuration des entreprises publiques.

Le document précise que «les mesures d'assainissement financier concernent essentiellement les entreprises déstructurées mais viables». Une liste a été dressée de ces entreprises qui doivent réaliser «un plan de redressement interne visant à améliorer leurs performances et leur visibilité en agissant sur leur niveau de compétitivité et la qualité managériale».

Les entreprises sont sommées de rétablir «leurs capacités d'endettement par la mise en œuvre des mesures d'assainissement qui doivent être orientées

vers l'investissement. Ces mesures doivent se traduire impérativement par une relance de l'activité des entreprises bénéficiaires. C'est ainsi qu'il y a lieu de prévoir pour chaque entreprise un contrat de performance signé entre l'entreprise éligible à l'assainissement, d'une part, et la SGP représentant l'Etat actionnaire, d'autre part».

Un canevas non exhaustif dans lequel sont énoncés les principes devant guider l'élaboration des PRI en insistant sur la nécessité d'exploiter les études déjà réalisées (diagnostics, évaluations, etc.) a été transmis aux SGP.

Contrat de performance et business plan

Sous l'intitulé «lignes directrices pour encadrer l'élaboration d'un plan de redressement», le canevas se décline en plusieurs volets consistant à aider les EPE à effectuer leur PRI.

Dans le préambule, il est noté que «le contexte économique actuel est différent de celui qui prévalait lors de l'élaboration des plans de redressement précédents.

En effet, le contexte de l'époque était caractérisé

par la prédominance du secteur public qui évoluait dans un marché relativement acquis. De ce fait, les aspects liés au marché ne constituaient pas la préoccupation majeure, il était surtout question de compressions de charges (sur-effectifs, surcoûts), d'élagage/essaimage des activités secondaires, de cession d'actifs excédentaires et de recentrage sur les métiers de base».

L'argument avancé par le MIPI concernant ce nouveau programme est que «l'environnement actuel étant fortement concurrentiel, l'élaboration du plan de redressement doit partir des contraintes stratégiques de l'entreprise, celles d'abord liées à son potentiel et à son environnement puis à son positionnement stratégique».

En ajoutant que «ce positionnement vise à situer l'entreprise dans son environnement concurrentiel et global». Et d'enchaîner : «Cette étape complète le positionnement financier de l'entreprise préalablement établi.

Le couplage des deux positionnements permettra de dégager les axes de

redressement de l'entreprise et son plan d'affaires ou business plan.» Il est souligné que «le but recherché est de mettre en place tous les dispositifs et mécanismes susceptibles d'améliorer les niveaux de compétitivité et de productivité et d'utiliser plus efficacement toute nouvelle ressource allouée.»

Les rédacteurs du document estiment que «le PRI intègre nécessairement les éléments suivants : le diagnostic, le plan d'affaires projeté sur 3 à 5 ans, les dispositions opérationnelles ainsi que le contrat de performance».

Temmar promet des subventions «aux entreprises qui produiront et exécuteront des plans de redressement crédibles». Le ministre table également sur une réduction des coûts.

Il s'agit d'«éliminer l'inflation de structures (directions, sous-directions, départements). Une mesure qui tend à la rationalisation des effectifs. Ainsi «des plans sociaux seront négociés avec le partenaire social.

L'objectif recherché est de ramener la masse salariale à un niveau compatible

avec le volume d'activité». Le recrutement du personnel ne pourra se faire que «lorsque l'entreprise renouera avec les profits de croissance, elle pourra développer une politique d'embauche ciblée», explique le document.

C'est sans doute les maigres résultats, non probants au demeurant puisque la post-privatisation pose d'énormes problèmes de la politique de privatisation qui ont poussé le gouvernement à revoir sa copie.

En effet, le bilan des privatisations de 2003 à 2007 qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'ordonnance n° 01-04 du 20 août 2001 renseigne, on ne peut mieux, sur ce constat d'échec.

Seulement 417 entreprises ont trouvé preneurs durant cette période. 192 ont subi une privatisation totale, 44 partielle, 29 en partenariat (joint-ventures), 83 ont fait l'objet de cession d'actifs à des repreneurs privés et 69 entreprises ont été cédées dans le cadre de la reprise par des salariés (RES).

Fatma Haouari

FONCTION PUBLIQUE

Une nouvelle mouture de la Charte africaine en voie d'élaboration

Une nouvelle mouture de la Charte africaine de la Fonction publique devrait être finalisée à l'issue de la rencontre qui regroupe, depuis hier et jusqu'au 4 juillet, les experts de divers Etats africains ainsi que de l'Union africaine et du Nepad.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Le groupe d'experts est ainsi chargé d'élaborer dans sa forme finale le projet de charte africaine de la Fonction publique avant de soumettre le texte à l'approbation des Etats lors de la réunion de la 6^e conférence des ministres africains de la Fonction publique.

La rencontre, qui se tient à l'hôtel Sheraton sous l'égide de la Direction générale de la Fonction publique, est consacrée à la finalisation de la Charte africaine dont l'Algérie assure la présidence. «Nous sommes arrivés à cette étape suite à une série de séminaires à l'échelle africaine qui ont permis d'évaluer la Charte actuelle et d'envisager les perspectives.

Nous avons ainsi un projet que l'Algérie soumet au groupe d'experts», a déclaré M. Djamel Kharchi, directeur général de la Fonction publique. Il précisera en outre qu'il s'agit de mettre au point un moteur de la bonne gouvernance en Afrique.

Pour ce qui est de l'Algérie, M. Kharchi évoquera la nécessité d'une professionnalisation de la Fonction publique pour la consolidation de la bonne gouvernance. Pour sa part, M. Bedaïnia, responsable de la coopération et de la formation à la Direction de la Fonction publique, a déclaré qu'il s'agit «de trouver le cadre idéal de bonne gouvernance mais aussi les moyens adéquats de développement des ressources humaines».

Selon le communiqué établi par les services de la Direction de la Fonction publique, la Charte a «pour finalité de consacrer une vision commune de la modernisation de l'administration publique et de la promotion de la culture du service public.

La charte représente aussi un code de conduite pour l'ensemble des agents publics à l'échelle africaine». C'est dans le cadre du programme de la 5^e Conférence panafricaine des ministres de la Fonction

publique adopté à Addis Abeba (Ethiopie) en décembre 2006 que l'Algérie a été chargée de présider les travaux de la révision de la Charte africaine de la Fonction publique. Par ailleurs, le séminaire, qui s'est tenu à Alger du 3 au 5 décembre 2007 et

auquel ont participé l'ensemble des Etats africains, a permis, expliquent les organisateurs de la rencontre, de procéder à l'évaluation de l'intégration des principes et règles de la Charte africaine de la Fonction publique dans les dispositifs statutaires natio-

naux africains ainsi que l'étude des axes de la révision de la charte en vue de l'inscrire dans le cadre des évolutions qu'a connues le continent, notamment sur les plans politique, institutionnel, économique et social.

Il est aussi question de

OPÉRATIONS EN BOURSE

Trois intermédiaires privés en voie d'agrément

La Bourse d'Alger enregistre actuellement un encours total de titres transigés (actions, obligations et obligations du Trésor) de l'ordre de 202 milliards de dinars. C'est ce que le directeur général de la Bourse d'Alger, Mustapha Ferfera, a indiqué hier, lors d'une rencontre d'information sur les valeurs mobilières.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Cette rencontre était animée par un consultant en finance, management et évaluation d'entreprises, Abderrazak Mouri. Selon Mustapha Ferfera, son institution compte un volume de capitalisation boursière de 6,4 milliards de dinars et un nombre d'actionnaires avoisinant les 20 000.

Deux titres de capital (El-Aurassi et Saidal), trois obligations d'émetteurs publics

dont celles de Sonelgaz, d'Algérie Télécom et d'Air Algérie pour une cinquantaine de milliards de dinars et 15 lignes d'obligations assimilables du Trésor (OAT), pour 150 milliards de dinars, font l'objet actuellement de cotation et de transactions en Bourse, en attendant la cotation annoncée en Bourse de la nouvelle obligation Sonelgaz, cet opérateur venant de lever une trentaine de milliards de dinars auprès du grand

public. Egalement en attendant la privatisation par voie de Bourse d'un certain nombre d'entreprises publiques.

L'annonce en a été faite avant-hier par le directeur général du budget, Hadji Babaâmmi, même si aucune précision n'a été apportée à ce sujet par les deux responsables.

En attendant aussi que les opérateurs privés s'introduisent en Bourse, des contacts étant en cours avec l'un de ces opérateurs le plus en vue.

Par ailleurs, le directeur général de la Bourse d'Alger a indiqué que trois intermédiaires en opérations de

l'examen des voies et moyens à mettre en œuvre en vue d'une ratification de la Charte africaine de la Fonction publique par les Etats africains dans le cadre du mécanisme institutionnel de l'Union africaine.

F.-Z. B.

Bourse (IOB) privés sont en voie d'agrément par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations en Bourse (Cosob).

L'un des trois est un opérateur privé étranger qui vient d'obtenir une autorisation de la Cosob et attend d'être agréé.

Les deux autres intermédiaires privés sont en voie de finaliser leurs dossiers d'autorisation.

Par ailleurs, la Bourse d'Alger est en voie d'acquiescer un nouveau système de négociation, le choix d'un cabinet étranger pour l'élaboration d'un cahier des charges étant en cours.

C. B.